

Questions orales

Je voudrais poser au ministre de l'Énergie une question concernant l'inspection des dossiers de son ministère qu'il dit avoir effectuée et qui me semble très superficielle. Il dit que rien n'indique que le sénateur Cogger soit impliqué. Je voudrais lui demander s'il a également vérifié si le sénateur a présenté des instances verbales au ministère. A-t-il demandé à son prédécesseur, l'actuel ministre des Communications, si on lui avait fait des recommandations dans cette affaire ou si l'ami intime du sénateur Cogger, le premier ministre, ou des membres du cabinet du premier ministre avaient présenté des instances relativement à ces projets?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, en faisant cette dernière allusion, le député n'ajoute rien à la légitimité de la première partie de sa question. Je lui dis cela en tant que collègue, car nous siégeons tous les deux à la Chambre depuis longtemps.

Je dois dire au député que je suis retourné au ministère et que j'ai demandé si le sénateur Cogger avait fait des recommandations quelconques en ce qui concerne le projet en question. Le ministère m'a répondu qu'il n'était au courant d'aucune instance verbale ou écrite de la part du sénateur.

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Je devrai vérifier sur le compte rendu, monsieur le Président, mais je me demande si le ministre a répondu qu'il n'y avait pas eu d'instance de la part du sénateur ou en son nom de la part de représentants du cabinet du premier ministre.

Permettez-moi de citer la déclaration très laconique que le sénateur Michel Cogger a faite hier:

Je ne suis intervenu d'aucune façon auprès de qui que ce soit au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le projet Hydromega qui a bénéficié d'une subvention est fort complexe. Il devait en outre recevoir l'approbation d'Environnement Canada et du ministère des Transports. Je voudrais que le ministre compétent me dise s'il a vérifié pour voir si les ministères en question qui ont approuvé le projet dans un délai étonnamment court avaient reçu des instances et s'il a procédé à une enquête là-dessus.

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je me suis renseigné pour savoir si un employé du cabinet du premier ministre avait adressé à mon ministère des instances. Je suis en mesure de répondre par un non catégorique comme ce fut le cas des avis que nous pourrions avoir reçus relativement au sénateur Cogger.

• (1420)

Interrogé à son tour, mon prédécesseur a également répondu que non.

Le député a dit que ce projet aurait été approuvé très rapidement. Or, ce projet compliqué n'a pas été approuvé très rapidement. Si le député examine les étapes de la demande, il constatera qu'Hydromega a présenté une ébauche de son projet le 10 juillet 1985. Puis il faut attendre du 10 juillet 1985 à février 1988. Hier, quelqu'un a créé l'impression qu'on était parvenu à trouver de l'argent pour financer le projet. Cette fois-ci, la réponse est très claire. Le projet fut approuvé à ce moment-là et financé à même des crédits que le Parlement avait affectés à ce programme à compter du 1^{er} avril 1988.

Si le député examine le projet, il constatera que le député de Glengarry—Prescott—Russell a en outre donné à entendre qu'il s'agissait d'un projet considérable au regard de tous les autres qui étaient sans importance. Voici la liste de quelques-uns de ces projets: Université Carleton. . .

Une voix: Déposez votre liste!

M. Epp: Je le ferai volontiers. Emcon Enterprises, 470 \$; Hamilton Street Railways, 635 \$; Cristy Adams, 343 \$; Newfoundland Light and Power, 436 \$. Tenez-vous en aux faits et cessez donc de formuler des accusations inconsidérées envers le gouvernement.

[Français]

M. Kaplan: J'aimerais poser une question au premier ministre, à ce sujet, parce qu'il y a plusieurs ministères qui sont impliqués dans cette affaire. Les déclarations du sénateur Cogger sont contredites par d'autres. J'aimerais lui demander si, comme il a dû le faire dans le passé, il a porté cette affaire à l'attention de la Gendarmerie Royale du Canada?